

35 ans après la chute du Mur de Berlin (le 9 novembre 1989), les différences politiques, économiques, démographiques, culturelles et sociales persistent entre les deux anciennes Allemagne.

CHRISTOPHE BOURDOISEAU
CORRESPONDANT À BERLIN

Le fossé Est-Ouest n'a pas disparu. Bien au contraire. Il se creuse d'année en année, surtout dans les têtes. 35 ans après la révolution pacifique du 9 novembre 1989, les Allemands de l'Est, qui représentent un cinquième de la population, se sentent toujours défavorisés par rapport à leurs homologues de l'Ouest. « Ils se sentent toujours comme des citoyens de seconde zone », confirme le ministre d'Etat Carsten Schneider, chargé des « nouveaux Länder » de l'Est, dans son rapport 2024.

Le plus grand fossé est politique. Il suffit de lire la carte électorale des dernières élections européennes pour constater que les deux anciennes parties de l'Allemagne sont profondément divisées. A l'Ouest, l'extrême droite (AfD) a atteint tout au plus 15 % en Sarre. Elle a réalisé près du double à l'Est avec un score de près de 30 % où elle est devenue – de loin – la première force politique. « On a vraiment l'impression d'avoir deux zones électorales distinctes », constate Hans Vorländer, politologue à l'université de Dresde et directeur du Forum « Migration et Démocratie » (Midem).

Selon les sondages, 50 à 70 % des Allemands de l'Est aspirent à un dirigeant fort, un Etat fort. Ils ne veulent plus discuter. « Les électeurs des partis populistes, à gauche et à droite (50 % aux derniers scrutins régionaux), ne se sentent plus représentés. Ils ne croient plus au système politique, ils votent pour des partis qui leur promettent de tout déblayer », ajoute Hans Vorländer.

Même si le phénomène n'est pas seulement est-allemand, le populisme y est beaucoup plus prononcé. Sahra Wagenknecht, l'égérie de la gauche pro-Poutine, vient de réussir l'exploit de créer un parti en quelques mois et de rassembler aux européennes près de 14 % des voix dans l'ex-RDA et d'être la faiseuse de roi aux élections régionales qui ont eu lieu à l'automne. L'ancienne cheffe parlementaire de la gauche radicale, très est-allemand (Die Linke, un parti en voie de disparition), est sur la même ligne que l'extrême droite concernant la politique migratoire et surtout la livraison d'armes à l'Ukraine.

Le fossé politique est aussi l'expression des rancœurs qui existent depuis 35 ans. Les Allemands se font encore des reproches réciproquement, comme dans les années 90. Une partie des Allemands de l'Est s'estiment trompés par cette réunification qu'ils considéraient comme une annexion. De l'autre côté, les Allemands de l'Ouest ne comprennent pas leur manque de reconnaissance.

Mais à Hambourg, Cologne ou Munich, ils n'ont pas vécu le même tremblement de terre. Pour ces Allemands, une seule chose à changer après la chute du Mur dans leur vie quotidienne : leur code postal. Le ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (frontière belge), Hendrik Wüst, s'étonne de la méconnaissance de ses administrés sur l'autre partie du pays. « Certains connaissent mieux Majorque que la Saxe et la Thuringe (régions de l'Est) », s'étonne-t-il. Le conservateur, un prétendant à la chancellerie, réclame ni plus ni moins un « traité de réunification 2.0 » pour dépasser les clivages et rétablir la « cohésion sociale entre l'Est et l'Ouest ».

Dans les faits, les deux parties du pays sont encore divisées par une frontière réelle, celle de la richesse. Selon les statistiques, les revenus sont encore près de 30 % inférieurs dans l'ex-RDA. En 2022, le salaire annuel brut des

Un Mur toujours ancré dans les têtes



employés à temps plein à l'Est était de 13.000 euros de moins qu'à l'Ouest. Avec de tels salaires, il a été impossible de se bâtir une fortune à l'Est, ne serait-ce qu'un logement. Le patrimoine des ménages est-allemands est neuf fois inférieur à celui de l'Ouest... Et les enfants en ex-RDA héritent donc beaucoup moins.

L'unité du pays « se fissure émotionnellement »

Les Allemands de l'Est déplorent une sous-représentation aux postes de responsabilité en politique, mais surtout dans l'économie. Sur les 30 entreprises les plus importantes cotées à la Bourse de Francfort (indice DAX) pas une seule n'a son siège à l'Est (à part Berlin). Les élites est-allemandes font tout simplement défaut ! Pas une seule grande université en Allemagne n'est dirigée par une personne née à l'Est ! L'ancienne chancellerie, Angela Merkel, originaire de l'Est, était donc une exception à la règle.

La démographie est aussi un immense problème à l'Est. Tandis que l'Ouest gagne des habitants, les « nouveaux Länder » se vident. En 35 ans, la baisse de la population a été de 25 %, soit plus de 4 millions sur les 16 millions d'habitants que comptait le pays à la chute du Mur. En 1990, la population de l'ancienne RDA était la plus jeune d'Allemagne. Elle est aujourd'hui la plus vieille d'Europe ! « Dans ces régions, l'émigration fait plus peur que l'immigration », résume Hans Vorländer.

Enfin, l'Est souffre d'un manque cruel de femmes. Le déséquilibre des sexes est alarmant : 132 hommes pour 100 femmes contre une moyenne nationale de 97 pour 100.

« L'Est n'a pas à s'excuser », a insisté Bodo Ramelow, l'ancien ministre-président de Thuringe après sa défaite contre l'extrême droite (AfD) en septembre dans sa région. Il se présente volontiers comme l'avocat des « Ossis ». « En réclamant plus de gratitude chez les Allemands de l'Est, on n'a fait qu'empirer les choses. L'unité (de l'Allemagne) se fissure émotionnellement », estime-t-il.

La grande peur du déclin

Une vision que partage Ilko-Sascha Kowalczyk, historien et auteur d'un ouvrage récent sur les traumatismes de la Réunification (*Freiheitsschock : Eine andere Geschichte Ostdeutschlands von 1989 bis heute*, aux éditions C.H.Beck).

Les Allemands de l'Est ont un problème d'identité qui n'existe pas à l'Ouest et qui les empêche de voir le chemin parcouru depuis 35 ans. « La Réunification a été une immense réussite historique. Il n'y a aucune raison de se plaindre. Les nouveaux Länder comptent parmi les plus prospères d'Europe. Tout le monde le sait en Europe, sauf les Allemands de l'Est », rigole-t-il (il est lui-même issu de l'ex-RDA).

« Le problème, c'est qu'ils veulent se comparer avec Hambourg et Munich (beaucoup plus riches en raison de leur histoire). C'est une erreur fondamentale. Ils doivent regarder d'où ils viennent, pas se mesurer à d'autres ! S'ils comparaient leur situation actuelle avec celle des années pourries où ils ont vécu pendant 40 ans de communisme, ce serait complètement différent », ajoute-t-il.

A l'Est, les jeunes votent néanmoins massivement pour l'AfD. Aux dernières élections régionales de Thuringe, plus

35 ans après la chute du Mur, la situation inquiète les responsables politiques qui voient un danger pour la cohésion sociale du pays et même l'avenir de l'unité allemande.

© PHOTO NEWS.

Selon les sondages, 50 à 70 % des Allemands de l'Est aspirent à un dirigeant fort, un Etat fort

”

d'un tiers des 18-24 ans (38 %) a voté extrême droite, dépassant toutes les autres tranches d'âge. « La peur du déclassement à l'Est a été transmise par la génération qui a vécu le processus violent de la Réunification », explique Ilko-Sascha Kowalczyk. « Il y existe une haine bien ancrée contre tout ce qui vient de l'Ouest. Et elle se transmet », ajoute-t-il.

« Les Allemands de l'Est voulaient continuer à produire des Trabant tout en conduisant des Mercedes », résume-t-il pour expliquer le « malentendu » de la Réunification. Une illusion qui s'est effondrée après l'union monétaire de juillet 1990 qui a ruiné l'économie de l'Est. « C'est comme si on avait réalisé un programme de reconversion des régions minières du jour au lendemain. A l'Ouest, elle a duré 40 ans », analyse l'historien.

On découvre seulement aujourd'hui les conséquences psychologiques. « A l'Est, toute la vie sociale était organisée autour de l'entreprise (le « combinat »), la protection sociale, les crèches, les associations sportives et culturelles », rappelle Ilko-Sascha Kowalczyk. Toute cette vie sociale étatisée s'est effondrée du jour au lendemain. « Dans le système est-allemand, il n'y avait pas de mobilité, pas de peur de perdre son travail ou son logement », ajoute le politologue. « Or, en l'espace de deux ans, la société est-allemande a été transformée de fond en fond en comble. Dans aucun pays de l'ancien bloc communiste, le processus de transformation n'a été aussi violent », ajoute-t-il.

La situation, 35 ans après la chute du Mur, inquiète les responsables politiques qui y voient un danger pour la cohésion sociale du pays et même l'avenir de l'unité allemande. Hendrik Wüst, ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (frontière belge), a proposé des « programmes d'échanges » pour rapprocher les jeunes allemands des deux côtés de l'ancien rideau de fer sur le modèle des jumelages européens. « Cela ouvre des perspectives et crée une compréhension réciproque », estime-t-il.

« Il n'y a pas eu de manuel de la réunification », insiste Ilko-Sascha Kowalczyk avant d'ajouter : « Mais elle a été réalisée seulement sous un aspect fiscal et économique, pas social. Helmut Kohl (le chancelier de l'époque) voulait le mieux pour tous les Allemands. Mais l'erreur a été d'imposer le modèle de l'Ouest à l'Est ». Et la greffe n'a jamais pris.

